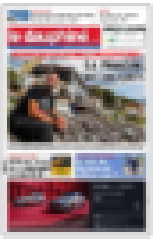
le dauphiné

Pays : FR
Périodicité : Quotidien
OJD : 223785



Date : 02 octobre 2021
Page de l'article : p.7
Journaliste : Sébastien COLSON

GENÈVE | ET LA SUISSE VOISINE

GENÈVE

Le Rhône va avoir de plus en plus besoin de gestion franco-suisse

Sur ses 812 kilomètres, le Rhône est essentiel pour l'eau potable, l'agriculture, l'industrie ou l'énergie. Avec le réchauffement climatique qui rend son débit de plus en imprévisible, les acteurs franco-suisses du fleuve ont redit, ce vendredi, leur volonté de coopérer pour l'avenir.

Au mois de juillet, la crue record du Rhône a montré que le fleuve avait un débit qui pouvait subitement monter à une période plus tardive que celle habituelle des crues printanières. De manière générale, le réchauffement pose des défis de régulation, notamment à Genève, qui est l'une des clés du débit du fleuve avec le barrage du Seujet. Photo : Le DL/S.C.

« Il n'y a rien de plus beau qu'un fleuve que l'on regarde de la source à son embouchure ». Et Camille Moisnne en sait quelque chose, car le photographe alsacien a photographié le Rhône sur 812 kilomètres. Ou plutôt les Rhône, car sur ses clichés, on voit celui qui sort du glacier éponyme, celui de la baisse d'une journée ensoleillée à Lyon, celui qui permet de produire de l'électricité à Génissiat, ou celui qui irrigue les cultures de fruitiers du Valais ou de la Drôme.

C'est cette approche holistique qu'ont défendue les participants à la 10e session internationale de l'Initiative pour l'avenir des grands fleuves, joyeusement emmenés par l'extraordinaire Erik Orsenna toute la semaine en Suisse, jusqu'à la conclusion ce vendredi 1er octobre, à Genève, à la Société nautique.

Si vu du lac Tchad avec qui un jumelage pourrait être lancé, le Rhône et le Léman (dont il n'est qu'une extension puisque 75 à 80 % de ses eaux proviennent du fleuve) font figure de modèle, les acteurs de la gestion locale ont été des pistes pour demain. « Ce serait quoi une vraie crise du Rhône et du lac en 2050 ? » a lancé ainsi interrogé Erik Orsenna.

Une question tout sauf théorique comme Élisabeth Ayrault, la PDG de la Compagnie Nationale du Rhône, l'a rappelé. « Lorsque l'on regarde les données, nous ne sommes pas en manque d'eau, puisque nous anticipons une baisse de 0,45 % du débit du fleuve par an. Mais la moyenne n'est pas représentative car l'on peut passer d'une crue à une très grande sécheresse, qui générera du manque d'eau pour le monde agricole. Nous ne savons plus prévoir ce qui va se passer. »

Rationaliser les institutions franco-suisses

Avec le réchauffement climatique, les arbitrages pourraient se multiplier : l'eau du Rhône pour la baignade, l'industrie, climatiser Genève avec le réseau Géni-Lac, boire, refroidir les centrales nucléaires ou la souveraineté alimentaire ? Sans parler de la préservation de sa biodiversité.

La bonne nouvelle, c'est que notre région a les moyens de répondre, en sachant que celui qui est en amont du fleuve contrôle l'aval. « On m'a expliqué que dans les années 70, la France n'avait pas voulu être partie prenante de la gestion du Rhône, qui est encore plus l'apanage des cantons que de la Confédération. Mais je pense qu'éthiquement, on ne peut jamais refuser à un peuple voisin, un droit de regard sur une ressource, sinon c'est la guerre », a souligné Antonio Hodgers, ministre de l'Environnement genevois.

Une bonne partie de ce manque d'engagement originel de la France a été rattrapée depuis, au gré de la création d'institutions variées, presque trop. « Il y en a une quarantaine, en France, on n'est pas loin du même nombre. Sans centraliser, on pourrait peut-être avoir quelque chose qui pourrait ressembler tout cela », a lancé Élisabeth Ayrault. D'autant que si la CNR a une assez bonne vue sur ce qui se passe sur le Rhône à Genève, elle l'a nettement moins sur la partie valaisanne, scindant la gestion du lac en trois ou quatre parties, entre l'amont du Léman, le lac Léman, le Rhône, et le delta, au monde en lui-même…

Ainsi que le synthétisait Antonio Hodgers, filant la métaphore maritime prisée d'Erik Orsenna, « nous sommes bons pour gérer le beau temps. Nous devons nous préparer le gros temps ». Mais honnêtement, chacun en convenait, la coopération franco-suisse dans le domaine est assez exemplaire. Et le fait de parler de domain dès aujourd'hui devrait permettre de la maintenir à un niveau à même de répondre aux défis du réchauffement climatique.

Sébastien COLSON

Tous droits réservés à l'éditeur